



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- La Roumanie, qui ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo, a refusé d'accorder le statut de candidat à la Serbie, et a lancé une étude de faisabilité sur le Kosovo. Les réactions ne se sont pas fait attendre. Le Danemark considère que la Serbie remplit toutes les conditions pour l'obtention du statut officiel de candidat. Les suédois accusent la Roumanie de manquer d'esprit européen. Pour les allemands, cette dernière tente d'introduire des aspects de politiques intérieure dans un débat européen.
- L'Union Européenne a levé les sanctions contre le Zimbabwe, mais a maintenu les mesures à l'encontre de son président Robert Mugabe.
- L'Union Européenne a décidé de geler les avoirs européens de 21 responsables biélorusses de la police et de la justice.

II) Economique et social

- Alors que l'Allemagne refuse toujours d'augmenter la dotation du FESF au-delà des 500 milliards, les pressions extérieures s'accumulent. La Finlande et les Pays-Bas ont abandonné la position allemande. Le Brésil, les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Angleterre, et l'Inde ont conditionné leurs aides au FMI, à la création d'un Mécanisme européen de stabilité, doté d'au moins 750 milliards de dollars. Le pare-feu souhaité par les partenaires économiques aurait principalement le rôle d'assurance destiné à rassurer les marchés sur la capacité de la zone Euro à affronter de nouvelles difficultés.
- José Manuel Barroso s'est dit confiant sur la capacité des dirigeants européens à s'entendre sur la réévaluation de la taille du mécanisme européenne de stabilité avant la fin mars, malgré les freins internes allemands et le retardement permanent d'une prise de décision.
- La Commission Européenne a publié un document signifiant à 12 pays de l'UE, dont la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume Uni, qu'ils présentent des déséquilibres comptables et financiers (comptes courants, taux de change, parts de marché à l'export, coût du travail).
- La BCE a prêté 530 milliards d'euros aux banques européennes dans le cadre d'une seconde opération de refinancement à long terme.
- Le choix de François Hollande de renégocier le traité européen, prônant l'austérité budgétaire, a été critiqué. Herman Von Rompuy souhaite notamment bon courage au socialiste pour rediscuter

un texte signé 3 mois auparavant. Les socialistes souhaitent y ajouter 3 axes portant sur l'investissement des infrastructures communes, la promotion de la recherche ou de l'éducation et l'assistance aux Etats Européens à adapter leurs outils productifs, leurs systèmes de sécurité sociale et leurs marchés du travail. Cependant, face à la montée des contestations syndicales et citoyennes, 12 pays ont demandé la réorientation de la politique économique, vers plus de croissance. Ces derniers souhaitent cependant plus de libéralisations, une réforme du marché du travail et une plus grande ouverture du continent.

- A l'initiative de la Grande Bretagne, 12 pays ont transmis une lettre à Jean Manuel Barroso et Herman Von Rompuy, demandant un approfondissement du libre-échange pour retrouver les points de croissance perdus. Le document prévoit notamment de lever les dernières barrières commerciales avec la Chine, les USA et la Russie. La France et l'Allemagne ont refusé de signer cette lettre.
- Le ministre du commerce chinois a annoncé que son pays était prêt à aider l'Europe. Il a cependant annoncé que ce soutien serait conditionné à deux enquêtes menées par l'UE actuellement sur la prise de mesures anti-dumping et antisubventions sur les importations de certains aciers de matière organique provenant de Chine.
- Les syndicats européens ont manifesté devant le siège de la Commission Européenne pour réclamer la fin de l'austérité et la mise en place d'une vraie politique de croissance. La CFDT, présente sur place, a rejoint la position prise par les différentes forces syndicales à savoir la mutualisation des dettes européennes et au renforcement des pouvoirs des députés européens, marginalisés par le couple franco-allemand.
- La Cour des comptes européenne s'est montrée sceptique vis-à-vis de la mesure visant à lier le respect de la discipline budgétaire avec l'attribution des fonds européens, notamment les subventions régionales. Les aides agricoles n'entrent pas dans ce champ. Elle met en avant le risque d'accroissement des déséquilibres des collectivités, qui seront dans l'obligation de puiser dans leurs ressources propres pour ne pas léser les bénéficiaires de ces aides.
- "Nous devons nous servir de la crise comme d'une chance. Nous avons besoin – justement maintenant – de plus et non de moins d'Europe", affirme l'ex-chancelier allemand Helmut Kohl. "L'Europe est notre avenir et il n'y a pas d'alternative à l'Europe. Nous avons toutes les raisons d'être optimistes et, à condition de le vouloir, l'Europe sortira plus forte de la crise actuelle. Ne nous laissons pas troubler"
- Alors que la Suède a envisagé un recul de l'âge de la retraite de 65 à 75ans, et que la Commission Européenne souhaite proposer un cadre commun, Euractiv dresse un panorama des systèmes européens. ([Euractiv](#))
- Michel Barnier, commissaire européen au marché intérieur, a proposé la création d'un statut de fondation européenne permettant aux organisations d'intérêt public des différents états de profiter d'un cadre juridique commun. Si deux associations exerçant dans deux états se rallient, elles bénéficieront de ce statut européen, offrant une fiscalité identique, et les mêmes avantages

juridiques. La proposition doit être acceptée par tous les Etats Membres et votée au Parlement Européen. L'Allemagne, le Royaume Uni et les pays scandinaves sont sceptiques, notamment vis-à-vis des conditions liées à la fiscalité.

- 9 Etats, dont la France et l'Allemagne ont pressé le Danemark d'agir pour l'édiction d'un texte européen portant sur la taxation des transactions financières. L'objectif est de taxer les achats d'actions cotées dont le siège social est en France et dont la capitalisation boursière est supérieur à 1 milliards d'euros au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, taxer le trading à haute fréquence, et le rachat de dette souveraine « à nu ».
- La Commission européenne a publié les résultats de la zone Euro. Cette dernière affiche une récession de 0,3%. La Commission prévoit une croissance nulle en 2012.

France

- Le Parlement français s'est prononcé favorablement pour la mise en œuvre du Mécanisme Européen de Stabilité en remplacement du Fonds européen de stabilité. Les socialistes se sont abstenus afin de montrer leur opposition au lien fort existant entre ce texte et le pacte de stabilité budgétaire. Un article du Monde reprend la tribune publiée des députés européens, Jean Paul Besset, Daniel Cohn-Bendit, Alain Lipietz, Yann Moulier Boutang et Shahin Vallée « [MES : la bourde historique de la gauche française](#) ».
- D'après [les Echos](#), la crise grecque a coûté 13 milliards d'euros aux banques françaises durant l'année 2011.
- Dans le cadre d'une interview télévisée croisée, la Chancelière allemande Merkel a soutenu le président-candidat, Nicolas Sarkozy et a écarté la pertinence d'une rencontre avec François Hollande, estimant que les chefs d'Etats avaient « des choses plus importantes à régler ».

Grèce :

- Jean Claude Juncker a annoncé que la tranche supplémentaire du plan d'aide à la Grèce, d'un montant de 130 milliards d'euros, serait débloquée avant le 20 mars 2012. (Décision annoncée le 10 mars)
- Le Parlement grec a adopté le projet de loi sur l'effacement de la dette de 107 milliards d'euros détenue par les créanciers privés. Cette somme correspond à 50% de la dette détenue par des investisseurs privés. Les créanciers devaient valider cet accord en se faisant connaître pour l'échange de la dette. Le texte prévoyait de contraindre les plus réticents par des clauses d'actions collectives. De nombreuses manifestations ont eu lieu afin de dénoncer ce nouveau plan de rigueur. De graves incidents ont eu lieu et ont été relayés par la presse européenne. La journée d'action a aussi été suivie dans les pays membres. Elle a réuni plusieurs milliers de personnes en France.

- De nombreuses voix se sont élevées au Parlement Européen pour critiquer les décisions imposées aux grecs, qui font l'objet d'une contestation plus forte dans le pays et les scènes violentes relayées dans les médias. « Talibans néo-libéraux », « invasion de sauterelles », « imposer la dictature » sont certaines des formules entendues. Le premier ministre italien Mario Monti a également soulevé « la dureté avec laquelle la Grèce est traitée ». Pour mieux comprendre, un article du journal Le Monde propose des témoignages intéressants sur la vie quotidienne des grecs. ([Le Monde](#))
- Selon une enquête d'opinion publiée hier dans le quotidien Ethnos, 82 % des Grecs considèrent que c'est leur gouvernement qui est responsable de la crise et non « les marchés et les spéculateurs » (9,3 %) ou l'Union et le FMI (6 %). Dès lors, il n'est pas étonnant que 76 % des sondés (1013 personnes à travers tout le pays et pas seulement à Athènes) souhaitent rester dans l'euro contre 19,6 %. ([Coulisses de Bruxelles](#)) Georges Papandreou a reconnu la faillite collective du système grec et la responsabilité des politiciens : *"Notre système politique est responsable collectivement de tous les fonctionnaires que nous avons embauchés par favoritisme, des privilèges que nous avons accordés par la loi, des demandes scandaleuses que nous avons satisfaites, des syndicalistes et des hommes d'affaires que nous avons favorisés et des voleurs que nous n'avons pas mis en prison"*.
- Lors de la conférence sur la Grèce organisée par Sauvons l'Europe, la question de la dette allemande vis-à-vis des grecs a été soulevée par certains intervenants. Ce thème a été repris par la presse suite à différentes déclarations indiquant que l'Allemagne aurait une dette comprise entre 81 et 162 milliards d'euros au titre de dédommagement de l'occupation lors de la seconde guerre mondiale. Un débat qui va au-delà des aspects financiers et qui souhaite rappeler à l'Allemagne certaines obligations de solidarité.

Espagne :

- La pression sociale s'accroît sur le nouveau gouvernement espagnol de Mariano Rajoy, et les syndicats évoquent de plus en plus sérieusement la grève générale, afin de contester les plans de réformes et de rigueur pris par le gouvernement. Valence a été notamment le symbole de ces manifestations avec une forte répression.
- Le gouvernement espagnol a annoncé que le budget espagnol serait clôturé avec un déficit public à hauteur de 8,51%, au lieu des 6% promis à l'UE. La Commission européenne attend des autorités espagnoles des explications « pour comprendre où sont les difficultés ».
- Des fonctionnaires européens ont été dépêchés en Espagne afin de travailler sur la réorientation des fonds européens (FEDER et FSE) en faveur de l'emploi des jeunes. Ils se déplaceront dans les 7 pays de l'Union où le chômage des jeunes dépasse les 30% : Lettonie, Lituanie, Grèce, Portugal, Slovaquie, Irlande et Italie.

Portugal

- Le Portugal a reçu un prêt de 78 milliards d'euros, en contrepartie des nouvelles mesures prises. Le gouvernement a cependant revu les prévisions de croissance à la baisse, et table sur une récession à 3,3% au lieu des 3% annoncé précédemment. Les prévisions économiques défavorables pourrait contraindre le pays à demander une aide supplémentaire, un allongement du plan d'aide, ou encore une restructuration de la dette.

Irlande

- L'Irlande va mettre en vente 3 milliards d'actifs afin de rembourser sa dette. Il s'agit de notamment de la privatisation de Bord Gais Energy, de certains actifs de Electricity Supply Board (ESB), ainsi que de la compagnie aérienne Aer Lingus
- Enda Kenny, le Premier Ministre Irlandais a annoncé un référendum sur le traité de stabilité financière.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- Les ministres français et espagnol de l'agriculture se sont alliés pour dénoncer leur réforme de la PAC voulue par la Commission Européenne, qui propose la convergence des aides entre agriculteurs de l'Ouest et de l'Est. Ils ont également signifié à la Commission que le conditionnement des aides à des critères environnementaux n'était pas adapté aux défis de l'agriculture.
- Afin de répondre aux enjeux croissants d'importations alimentaires en Europe, l'Union Européenne a décidé de renforcer l'innovation agricole. La Commission va allouer 4,5 milliards d'euros pour la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et la bio-économie. Elle souhaite également instaurer un partenariat européen de l'innovation (PEI), visant à rapprocher la recherche des attentes réelles des agriculteurs. Il s'adresse aux scientifiques, aux entreprises, à l'industrie, aux ONG et aux consultants.
- La Commission européenne a assigné la France en justice pour son incapacité à lutter contre la pollution des eaux par les nitrates, alors qu'une directive est en vigueur depuis 1991.